

	Numéro	Intitulé
Mesure	10	Mesures agroenvironnementales et climatiques
Sous-mesure	10.1	Paiements au titre d'engagements agroenvironnementaux et climatiques
Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie - « LINEA 2 »
Domaines prioritaires	4A ; 4B ; 4C	<ul style="list-style-type: none"> - 4A) Restaurer, préserver et renforcer la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et les zones agricoles à haute valeur naturelle, ainsi que les paysages européens - 4B) Améliorer la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides - 4C) Prévenir l'érosion des sols et améliorer la gestion des sols
Autorité de gestion	Département de la Réunion	
Service instructeur	Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF)	
Rédacteur	DAAF – Service Territoires et Innovation (STI)	
Date d'agrément en Comité Local de Suivi (CLS)	V1 du CLS R du 01 avril 2016 ; V1.1 du CLS du 01 mars 2018	

I. POURSUITE D'UNE MESURE D'UN PROGRAMME PRÉCÉDENT

Non Oui, partiellement Oui, en totalité

Si oui, indiquer les références (programme, intitulé, nomenclature) et la motivation de la poursuite (argumenter) :

Ce type d'opération est une reconduction du dispositif 214.1 « Entretien de haie, RE_HAIE_HA1 » du Programme FEADER 2007-2013. Il est reconduit dans le programme 2014-2020 avec la nomenclature « LINEA 2 ». Ce type d'opération permet d'entretenir et de valoriser les haies existantes afin d'éviter la prolifération des espèces exotiques envahissantes, de maintenir leur rôle d'obstacle au ruissellement, de protection contre l'érosion du sol et de maintien de la biodiversité.

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------

Dans l'ancienne programmation ce dispositif concernait 8098 m de haie, la revalorisation du montant devrait augmenter le nombre de contrat pour ce dispositif.

II. OBJECTIFS ET DESCRIPTIF DU TYPE D'OPERATION

a) Objectifs

Les haies ont été éliminées ou pour celles qui ont été maintenues, elles le sont sans entretien spécifique pouvant être des foyers de développement des espèces exotiques envahissantes.

Ce dispositif vise à entretenir les haies. Les haies ont de multiples fonctions environnementales. En effet, elles constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements intenses sur les pentes de l'île. Elles limitent ainsi le transport des particules solides, des éléments fertilisants et des matières actives. Le réseau racinaire des ligneux composant la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise surtout le sol (lutte contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales (maintien de la biodiversité).

b) Quantification des objectifs (indicateurs)

Conformément à l'art 9 du Règ. général et à l'art 28 du Règ. FEADER.

Indicateurs obligatoires du PDR 2014-2020 pour le type d'opération

Indicateur de Réalisation	Unité de mesure	Valeurs		Indicateur de performance
		Cible (2023)	Intermédiaire (2018)	
O1- Dépenses publique -Création, entretien des caractéristiques écologiques (par exemple, bordures des champs, zones tampons, parterres de fleurs, haies, arbres)	Euros	108 000	32 400	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
				<input type="checkbox"/> Non
O5 - Superficie totale - Création, entretien des caractéristiques écologiques (par exemple, bordures des champs, zones tampons, parterres de fleurs, haies, arbres)	Hectares	10	5	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
				<input type="checkbox"/> Non
O7 - Nombre de contrats bénéficiant d'un soutien	Nombre de contrats			<input type="checkbox"/> Oui
				<input checked="" type="checkbox"/> Non

c) Descriptif technique

Pour la réalisation de ce type d'opération, les points suivants sont à considérer :

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------



- Respect de la nature des espèces végétales préconisées dans le diagnostic (selon la liste autorisée) pour la replantation des pieds ayant dégénéré (avec protection des jeunes plants par un manchon plastique et/ou clôture).
- La haie ne devra pas contenir d'espèces exotiques envahissantes (liste figurant aux annexes 2 et 3 de l'arrêté BCAE et l'arrêté préfectoral n°3006 du 10 août 2006) . Elle devra par contre être composée d'au minimum 5% d'espèces indigènes mellifères. Ces espèces constituent une ressource en nectars et pollens pour les pollinisateurs, en particulier les abeilles domestiques.
- Respect d'une emprise maximum de 5 mètres de large : taille en hiver austral avec matériel autorisé pour la taille et élimination des branches mortes. Les arbres morts ou en mauvais état sanitaire doivent être broyés et laissés sur place car ils constituent des abris favorables à la biodiversité.
- La haie contractualisée doit être présent à la date de l'engagement.

d) Rappel des prescriptions environnementales spécifiques

Les effets bénéfiques de l'entretien de haie ont été démontrés :

- La haie renforce le maintien du sol et participent à la lutte contre l'érosion ;
- Son action contre le ruissellement et l'entraînement des matières du sol, favorise ainsi la qualité des ressources en eau ;
- Elle offre des aires de refuges nécessaires au maintien et au développement de la biodiversité.

Cette opération fait l'objet d'une prescription spécifique :

- L'entretien de haies devra notamment porter sur les essences particulières dans les zones de protection du lézard vert.

III. NATURE DES DEPENSES RETENUES / NON RETENUES

a) Dépenses retenues

Pour les linéaires de haies engagés, prise en charge des pertes et des surcoûts résultant des engagements pris pendant 5 ans.

La haie doit respecter une largeur maximum de 5 m et

Les espèces éligibles composant la haie sont les suivantes : eucalyptus, filaos, jacquiers, calliendras, tamarins des Hauts (*Acacia hétérophylla* ou *Sophora denudata*), caféiers, longanis... Il est possible d'en proposer d'autres, à l'exception des espèces reconnues comme exotiques et envahissantes (voir arrêté préfectoral N°3006 du 10 août 2006).

Par ailleurs, elle devra par contre être composée d'au minimum 5% d'espèces indigènes

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------



mellifères. Ces espèces constituent une ressource en nectars et pollens pour les pollinisateurs, en particulier les abeilles domestiques.

Cette aide est de 1,8 € par mètre par an pendant 5 ans.

L'agriculteur doit engager au minimum un linéaire permettant d'atteindre la valeur plancher instaurée de 300 euros soit pour ce type d'opération 167 mètres.

b) Dépenses non retenues

Sans objet.

IV. CRITERES D'ELIGIBILITE

a) Statut du demandeur (bénéficiaire final)

Les bénéficiaires sont des agriculteurs ou des groupements d'agriculteurs exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural. Selon cet article, « sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation ».

Afin de candidater à ce type d'opération, le demandeur doit avoir déposé sa demande « politique agricole commune » (PAC) pour l'année en cours. Pour la campagne 2015, une formation spécifique MAEC visant à accompagner les exploitants dans leur démarche d'engagement en MAEC et dans l'amélioration de leurs pratiques est fortement recommandée. A compter de 2016, cette formation prendra un caractère obligatoire et le versement de l'aide sera réalisé après fourniture de l'attestation de formation.

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC (exercice d'activité agricole, suivi de la formation MAEC...), rappelées dans la présente fiche action, l'exploitant doit faire réaliser un diagnostic agro-environnemental par un conseiller agricole intégrant la composition de la haie (diversité et alternance des espèces : les haies composées de différentes strates végétales et d'essences de période de floraison et de fructification décalées dans le temps sont à privilégier), la technique et la périodicité des entretiens, démonstration de la pertinence de l'implantation de la haie (objectif biodiversité, lutte anti-érosion, protection de l'eau).

Sur les zones à enjeu biodiversité « lézard vert », le diagnostic devra être co-porté entre un acteur du monde agricole et un expert environnemental. La composition de la haie sera adaptée à la présence du lézard vert.

La haie contractualisée doit être présente à la date de l'engagement.

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------



Réglementairement, les exploitations dont la SAU est supérieure à 15 ha doivent maintenir au moins 4 % de cette surface en particularités topographiques (BCAE). La rémunération ne prend donc pas en compte les surfaces équivalentes topographiques obligatoires et l'indemnisation intervient seulement au-delà de cette exigence.

b) Localisation de l'opération

L'ensemble des zones cultivées de la Réunion.

c) Documents cadres et textes réglementaires relatifs au type d'opération

Les bénéficiaires de ce dispositif sont tenus de respecter sur l'ensemble de l'exploitation les normes obligatoires établies en application du titre VI, chapitre I du règlement (UE) n°1306/2013:

- Exigences relevant de la conditionnalité de base
- Exigences relevant des bonnes conditions agricoles et environnementales (*arrêté du MAAF du 15 avril 2014, relatif à l'admissibilité de certaines surfaces et modifiant l'arrêté du 13 juillet 2010 relatif aux règles de BCAE*)
- Exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation de produits phytopharmaceutiques
- Code rural

d) Composition du dossier

Le dossier comprend le formulaire de demande d'aide dûment rempli, accompagné de ses annexes et des pièces justificatives à produire.

PIECES JUSTIFICATIVES A PRODUIRE POUR L'INSTRUCTION DE TOUT DOSSIER

Pour tous les porteurs de projet:

- Formulaire « liste des engagements »
- Formulaire de demande d'aide.
- Fourniture de l'attestation de formation MAEC (obligatoire à partir de la campagne 2016).
- Fourniture d'un diagnostic agro-environnemental par un conseiller agricole (chambre d'agriculture) intégrant la composition de la haie (diversité et alternance des espèces : les haies composées de différentes strates végétales et d'essences de période de floraison et de fructification décalées dans le temps sont à privilégier) (objectif biodiversité, lutte anti-érosion, protection de l'eau). Obligatoire en 2016.
- Relevé d'identité bancaire avec IBAN/code BIC devra être fourni en cas de changement de références bancaires et pour les nouveaux bénéficiaires ;

Un avis d'impôt sur les revenus de l'année N-2 pourra être demandé si le le numéro fiscal ne permet pas la remontée des données fiscales par flux informatique de la DR-FIP.

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------

Pour les entreprises / formes sociétaires / personnes morales de droit privé

- Statuts à jour et approuvés pour les nouvelles sociétés,
- Extrait Kbis (inscription au registre du commerce et d'existence légale), pour les nouvelles sociétés ou en cas de changement de gérance ;
- N° SIREN, N° SIRET et Code APE(inscription au répertoire des entreprises et de leurs établissements de l'INSEE).

Pour les personnes physiques:

- N° PACAGE (en l'absence de ces éléments au moment du dépôt du dossier et dans l'attente, fournir copie d'une pièce d'identité).

***NB** : Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'instruction du dossier en fonction de la nature de l'opération, du statut du porteur de projet et des dépenses présentées.*

V. PRINCIPES ET CRITERES DE SELECTION

a) Principes de sélection

Cette mesure n'est pas soumise à l'obligation de sélection des opérations financées (article 49 du Règlement). Néanmoins, dans le cas où les fonds disponibles ne permettraient pas de répondre à toutes les demandes, les mesures et les bénéficiaires seront sélectionnés en concertation étroite avec les acteurs locaux via le Comité d'Orientation Stratégique et de Développement Agricole (COSDA). Le COSDA (section 3) est composé notamment des services de l'Etat, de représentants des associations de protection de l'environnement, de représentants des chambres d'agriculture et de représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles.

b) Critères de sélection

Dans le cas où les fonds disponibles ne permettraient pas de répondre à toutes les demandes, l'autorité de gestion définira les critères de sélection, sur proposition du COSDA Parmi ces critères, une attention particulière sera portée aux zones d'action prioritaire définies dans le PDRR (paragraphe Description générale de la mesure ; zones d'action prioritaires). Pour ce type d'opération, il s'agit en particulier des zones identifiées comme sensibles à l'érosion et des zones de préservation des espèces remarquables et protégées et, de maintien d'une biodiversité (fonctionnelle).

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------



VI. OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU DEMANDEUR

a) Attestations et engagements du demandeur

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur :

- L'exactitude et le caractère complet, fiable et sincère des renseignements de la demande d'aide

En cas de fausse déclaration, il est informé qu'il devra reverser les aides indûment perçues. Ni la Présidente du Conseil Départemental, autorité de gestion du FEADER, ni le service instructeur, ne pourront être tenus pour responsables des fausses (ou incomplètes) déclarations fournies dans mon dossier de demande d'aide.

- La régularité de la situation fiscale et sociale de sa structure. L'ensemble des obligations liées à l'engagement dans ce type d'opération est à respecter à compter de la date limite de dépôt des demandes, pour une durée de 5 ans. Le bénéficiaire s'engage :

- * Tenir à jour les cahiers d'enregistrement de l'utilisation des produits phytosanitaires et de l'utilisation de produits fertilisants.

- * Respecter en permanence les exigences liées à la conditionnalité des aides.

- * Respecter en permanence les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

- * Respecter pendant toute la durée du contrat MAEC de ce type d'opération

- * Chaque année, en même temps que le dossier de déclaration de surfaces, renouveler votre engagement et le cas échéant, indiquer toute modification concernant cet engagement (échange de parcelles engagées, déplacement d'un engagement sur une autre surface lorsque cela est autorisé, résiliation partielle de l'engagement, etc.).

- * Permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et faciliter la réalisation de ces contrôles.

- * Informer le service instructeur de toute modification de sa situation ou de la raison sociale de sa structure, des engagements ou de l'opération.

- * Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire sa demande d'aide.

- * Respecter les textes réglementaires mentionnés dans la partie IV-c) de la présente fiche action.

Le bénéficiaire prend note qu'en cas d'octroi de l'aide européenne, une convention établira les autres obligations qui lui incombent et il s'engage à les respecter, en particulier :

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------

- Respecter les engagements de réalisation de l'opération tels que figurant dans la convention.
- Informer le service instructeur de toute modification concernant son engagement.
- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour suivre la réalisation de l'opération et pour le paiement de l'aide européenne.
- Se soumettre à tout contrôle sur place et administratif, et communiquer toutes pièces et informations en lien avec l'opération.
- Conserver toutes les pièces du dossier jusqu'à la date prévue dans l'acte juridique attributif d'aide, et à les archiver pendant une durée minimale de 10 années.
- En cas d'irrégularité ou de non-respect de ses engagements, honorer le remboursement des sommes perçues exigées, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Le bénéficiaire est informé que conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, son nom (ou sa raison sociale), sa commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, il bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Autres obligations liées au type d'opération

- Respect du descriptif technique au point II)c).
- Tenue du cahier d'enregistrement des pratiques

Tout exploitant qui s'engage sur des mesures agroenvironnementales doit tenir à jour un cahier dans lequel il enregistre les opérations culturales réalisées par îlot en précisant les références des produits fertilisants et des produits phytosanitaires utilisés (exigences conditionnalité liées aux MAEC). En plus de ces exigences fixées dans le cadre général des MAEC, le cahier d'enregistrement doit comporter le type d'intervention, la localisation et la date (exigence allant au-delà de la conditionnalité).

L'ensemble des obligations doit être respecté tout au long du contrat, et ce dès le lendemain de la date limite de dépôt des dossiers. Les haies relatives à l'engagement dans cette MAEC doivent impérativement exister avant le 15 juin (la création n'étant pas rémunérée). Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés sur l'exploitation pendant toute la durée de votre engagement (soit 5 ans à partir de l'année de la demande).

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------

Les différentes obligations de la MAEC LINEA 2 sont décrites dans le tableau « points de contrôle » de la page 13. Lorsque l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive). Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire).

Toute autre disposition mentionnée dans le Programme de développement rural de la Réunion 2014-2020 et dans ses documents de mise en œuvre s'applique de plein droit dans le cadre de la mise en œuvre des mesures agroenvironnementales et climatiques à la Réunion.

Par ailleurs, le bénéficiaire devra respecter la conditionnalité des aides que sont :

- Les exigences relevant de la conditionnalité de base.
- Les exigences relevant des bonnes conditions agricoles et environnementales (*arrêté du MAAF du 15 avril 2014, relatif à l'admissibilité de certaines surfaces et modifiant l'arrêté du 13 juillet 2010 relatif aux règles de BCAE*).
- Les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation de produits phytopharmaceutiques.
- Code rural

b) Contrôles et régime général de sanctions en cas d'anomalie

1- Régime général

Chaque année, votre dossier fait l'objet d'un contrôle administratif. De plus, des contrôles sur place sont effectués chaque année chez environ 5% des bénéficiaires de MAEC et/ou de mesures agriculture biologique Si vous êtes concerné, vous serez invité à signer à l'issue du contrôle, et le cas échéant à compléter par vos observations, le compte rendu dont vous garderez un exemplaire.

Le contrôleur vérifie la cohérence entre les informations contenues dans les formulaires renseignés (décision juridique d'engagement environnemental, déclaration de surfaces, déclaration annuelle de respect des engagements...) et la réalité. Toute anomalie constatée sur le terrain peut entraîner des sanctions financières pouvant aller jusqu'à la rupture du ou des engagements et le remboursement des sommes perçues au titre de la ou des mesures concernées, assorties des intérêts au taux légal.

Lorsque le contrôleur constate une anomalie dans le respect des obligations d'une MAEC, la quantité en anomalie est rapportée à la quantité pour laquelle l'engagement souscrit est respecté. Ce rapport est appelé « écart ».

- i. Si la surface en anomalie est inférieure ou égale à 0,1 hectare et que cette surface ne représente pas plus de 20 % de la superficie déclarée, la surface sans anomalie est considérée égale à la surface déclarée ;

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------

- ii. Si le taux d'écart est inférieur ou égal à 3 % de la quantité sans anomalie et si la surface en anomalie est inférieure ou égale à 2 hectares, l'aide à laquelle le bénéficiaire peut prétendre après contrôle est diminuée de la quantité en anomalie ;
- iii. Si la surface en anomalie est supérieure à 2 hectares ou si le taux d'écart est supérieur à 3 %, mais n'excède pas 20 % de la quantité sans anomalie, le calcul de l'annuité est basé sur la quantité sans anomalie, et l'annuité est réduite d'une pénalité égale à deux fois la quantité en anomalie ;
- iv. Si le taux d'écart est supérieur à 20 % de la quantité sans anomalie, aucune aide n'est octroyée au titre de la mesure ;
- v. Si le taux d'écart est supérieur à 50 % de la quantité sans anomalie, outre le non-paiement de l'annuité, une pénalité supplémentaire est appliquée, à concurrence d'un montant correspondant à la quantité en anomalie ;
- vi. Si l'anomalie de superficie résulte d'une surdéclaration intentionnelle et lorsque le taux d'écart est supérieur à 0,5 % de la superficie sans anomalie ou lorsque l'anomalie est supérieure à 1 hectare, aucune aide n'est octroyée au titre de la mesure. Si le taux d'écart excède 20 % de la superficie sans anomalie, outre le non-paiement de l'annuité, une pénalité supplémentaire est appliquée, à concurrence d'un montant correspondant à la différence entre la superficie déclarée et la superficie constatée sans anomalie.

NB : En ce qui concerne le régime de sanctions, c'est celui en vigueur au moment de la réalisation du contrôle qui s'applique en cas d'anomalie constatée, et non le régime applicable à la date de l'engagement du bénéficiaire.

2 - Adaptations du régime général

Le régime de sanction est adapté en fonction du caractère définitif ou réversible de l'anomalie. Une anomalie est dite réversible lorsque ses conséquences sont limitées à l'année du manquement (ex : absence du cahier d'enregistrement). Une anomalie est dite définitive lorsque ses conséquences dépassent la seule année du manquement (ex : arrachage d'une partie de la haie existante).

Le régime de sanction est aussi adapté à l'importance des diverses obligations du type d'opération, selon qu'elles sont d'importance principale (coefficient 1) ou secondaire (coefficient 0,5).

La fiche action MAEC/Agriculture biologique précise, pour chaque obligation d'une MAEC donnée si son manquement est réversible ou définitif, s'il s'agit d'une obligation à seuil ou non, et si son importance est principale ou secondaire.

Attention : le régime de sanctions décrit ci-dessus s'applique par mesure, indépendamment des autres MAEC et/ou mesures agriculture biologique souscrites sur l'exploitation. Cependant, sans préjudice des sanctions pénales prévues par la loi, toute fausse déclaration entraînera la non-recevabilité ou la rupture du contrat et le remboursement de toutes les sommes perçues au titre

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------



des différentes mesures souscrites, assorties des intérêts au taux légal en vigueur.

Vous devez conserver les pièces justificatives du respect de vos obligations sur l'exploitation pendant toute la durée de vos engagements et pendant les quatre années suivant la fin de chacun de vos engagements.

3 - Déclarations spontanées et cas de force majeure

Si vous ne pouvez pas respecter un ou plusieurs de vos obligations, signalez-le dès que possible par écrit à votre DAAF, qui déterminera dans un premier temps si les causes du non-respect de vos obligations relèvent de la force majeure. Un non-respect est considéré comme relevant de la force majeure s'il est imprévisible, extérieur et irrésistible, et s'il a été déclaré à la DAAF dans un délai de 10 jours à partir du moment où l'agriculteur, ou son ayant droit, a été en mesure de le faire.

3-1 - si la force majeure est reconnue par la DAAF

Si les conséquences du non-respect présentent un caractère définitif (ex : perte d'une parcelle engagée pour travaux suite à déclaration d'utilité publique), l'engagement sera clos, sans qu'aucune sanction (pénalités ou remboursement) ne vous soit appliquée pour les années antérieures à celle où l'événement est survenu. Par ailleurs, si vous avez déjà respecté une partie importante de vos obligations pour l'année où l'événement est survenu, vous pourrez prétendre au paiement de la MAEC pour l'année considérée.

Si les conséquences de ce non-respect présentent un caractère réversible (ex : sécheresse reconnue comme catastrophe naturelle), votre engagement continuera jusqu'au terme prévu initialement. Il vous faudra à nouveau respecter tous vos engagements les années suivantes. Vous conserverez les sommes versées l'année considérée si une part importante des obligations de la MAEC a été respectée malgré l'événement signalé.

3-2 - si la force majeure n'est pas reconnue par la DAAF

Si le non-respect ne relève pas de la force majeure, mais que vous l'avez signalé spontanément en présentant à la DAAF une explication convaincante de l'impossibilité de respecter vos obligations, la quantité engagée sur laquelle vous ne pouvez respecter vos obligations ne sera pas aidée pour l'année considérée (et vous devrez rembourser les sommes perçues sur les éléments concernés depuis le début de votre engagement si ce manquement a un caractère définitif), mais aucune pénalité supplémentaire ne sera appliquée.

NB : La résiliation d'un bail ne constitue pas un cas de force majeure. Avant de vous engager dans un dispositif pour 5 années, assurer de la date de votre fin de bail.

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------

POINTS DE CONTROLE

Éléments techniques	Modalités de contrôle				Sanctions		
	Administratif annuel	Pièces à demander à l'exploitant	Sur place	Pièces à demander à l'exploitant	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité	
						Importance de l'obligation	Ampleur de l'anomalie
Respect du linéaire contractualisé (en mètres linéaires)	Documentaire : S2 et RPG	Formulaire annuel de confirmation d'engagement	Néant	Néant	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une emprise maximum de 5 mètres de large	Néant	Néant	Mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale
Tenue d'un cahier d'enregistrement indiquant l'entretien de la haie (taille, matériel autorisé pour la taille, élimination branches mortes, nettoyage manuel...), type d'intervention, localisation, date (points allant au-delà de la conditionnalité) Rq : si réalisation des travaux par un tiers, conserver les factures)	Néant	Néant	Documentaire	Cahier enregistrement + Factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Respect de la nature des espèces végétales préconisées ¹ (pas d'espèces exotiques envahissantes ; au minimum 5% d'espèces indigènes mellifères)	Néant	Néant	Visuel	Néant	Réversible	Principale	Totale
Replantation des pieds ayant dégénéré selon la liste autorisée (avec protection des jeunes plants par un manchon plastique) et/ou clôture)	Néant	Néant	Visuel	Néant	Réversible	Principale	Totale

Calcul de l'anomalie : application de la circulaire nationale

1 : arrêté préfectoral N°3006 du 10 août 2006

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------

VII. MODALITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES

Régime d'aide :	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, base juridique :		
Préfinancement par le cofinancier public :	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Existence de recettes (<i>art 61 Reg. Général</i>) :	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non

- Taux de subvention au bénéficiaire : 75 % FEADER et 25 % contrepartie nationale

Plafond éventuel des subventions publiques : non.

Plan de financement de l'action :

Dépenses totales Hors Taxes	Publics						Maître d'ouvrage (%)
	FEADER (%)	Département (%)	Etat (%)	Région (%)	EPCI (%)	Autre Public (%)	
100 = Dépense publique éligible	75		25				

Le plan de financement de l'action est à calculer net de recettes, au sens de l'article 61 du Règ. Général.

- Descriptif détaillé du mode de calcul

Subvention au mètre de haie engagé :

- 1,8 €/m/an

L'engagement minimum d'une surface correspond au montant plancher de la mesure 10, soit 300 € soit pour ce type d'opération 167 mètres.

- Services consultés et/ou Comité technique (éventuellement):

Néant

VIII. INFORMATIONS PRATIQUES

- Lieu de dépôt des dossiers :

DAAF (Accueil)

1 chemin de l'IRAT

97410 Saint-Pierre

Téléphone : 02 62 33 36 00

www.daaf974.agriculture.gouv.fr

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------



Où se renseigner ?

Service instructeur :
DAAF
Service Territoires et Innovation
Pôle agriculture durable

- Site Internet :
<http://www.reunioneuropa.org>
<http://www.cg974.fr/>

IX. RATTACHEMENT AUX DOMAINES PRIORITAIRES ET AUX OBJECTIFS TRANSVERSAUX COMMUNAUTAIRES

a) Rattachement au domaine prioritaire

Ce type d'opération contribue aux domaines prioritaires 4A) Restaurer, préserver et renforcer la biodiversité et au domaine prioritaire 4B) Améliorer la gestion de l'eau et au domaine prioritaire et 4C) Prévenir l'érosion des sols et améliorer leur gestion.

Il vise à entretenir les haies qui ont de multiples fonctions environnementales. Celles-ci constituent un obstacle physique qui diminue la vitesse des ruissellements intenses sur les pentes de l'île. Elles limitent ainsi le transport des particules solides, des éléments fertilisants et des matières actives. Le réseau racinaire des ligneux composant la haie remonte les éléments minéraux ayant migré en profondeur (protection de l'eau), favorise l'infiltration des eaux en excès et stabilise surtout le sol (lutte contre l'érosion). Les haies sont également des écosystèmes à part entière, lieux de vie, d'abri, de reproduction de nombreuses espèces animales et végétales (maintien de la biodiversité).

b) Rattachement aux objectifs transversaux communautaires

(Conformément aux articles 5, 7, 8 et à l'annexe 1 (Cadre stratégique commun) du Règ. Général).

- Partenariat et gouvernance à plusieurs niveaux (point 5. 1 du CSC)

Neutre

- Respect du principe du développement durable (art 8 du Règ. Général et point 5.2 du CSC)

L'entretien des haies répond à des objectifs de protection de la qualité de l'eau par absorption des éléments minéraux, de lutte contre l'érosion par limitation de la vitesse de ruissellement et de maintien de la biodiversité (zones refuges pour la faune).

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------



- Poursuite de l'objectif de l'égalité entre hommes et femmes et de la non discrimination (art 7 du Règ. Général et point 5.3 du CSC)

Neutre

- Respect de l'accessibilité (article 7 paragraphe 2 du Règ. Général et point 5.4 du CSC)

Neutre

- Effet sur le changement démographique (point 5.5 du CSC)

Neutre

- Atténuation des changements climatiques et adaptation à celui-ci (point 5.6 du CSC)

Neutre

X. LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Guide pour le remplissage du formulaire de demande d'engagement

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------

Annexe 1 : Guide pour le remplissage du formulaire de demande d'engagement

Les nouvelles mesures agroenvironnementales et les mesures agriculture biologique font partie de la programmation de développement rural 2014-2020. Elles peuvent être souscrites pendant toute cette période, pour une durée de 5 ans. Elles se répartissent en plusieurs types d'opérations :

- **Au titre de la mesure 10 du PDRR : Agro-environnement – Climat**
 - Epailage de la canne à sucre : COUVER 1
 - Mesure herbagère agroenvironnementale : MHAÉ
 - Transhumance des colonies de pollinisateurs : API
 - Enherbement en cultures pérennes et cultures spécialisées : COUVER 2
 - Insertion de biodiversité dans les vergers (Biophyto) : LBIO 1 (*nouveauté 2015*)
 - Piégeage massif contre les mouches des cultures tropicales : PLBIO 2 (*nouveauté 2015*)
 - Couverture des inter-rangs en maraîchage : COUVER 3 (*nouveauté 2015*)
 - Entretien de haies : LINEA 2
 - Entretien de fossé de diversion : LINEA 3

- **Au titre de la mesure 11 du PDRR : Agriculture biologique**
 - Aide à la conversion à l'agriculture biologique
 - Aide au maintien de l'agriculture biologique

Pour vous engager dans une ou plusieurs MAEC et/ou dans des mesures agriculture biologique, vous devez remplir 3 formulaires :

1 - Le registre parcellaire graphique (RPG)

Dans un constant souci de modernisation, l'administration met à votre disposition depuis 2003 un registre parcellaire graphique (RPG) de votre exploitation, qui sera appelé à devenir progressivement la base déclarative unique des aides surfaciques auxquelles vous êtes susceptible de prétendre.

Tous vos éléments surfaciques, linéaires (haies, fossés...) **engagés dans une MAEC et ou agriculture biologique** doivent être dessinés sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------

DAAF avec votre déclaration de surfaces. Ce dessin doit être le plus précis possible, **car une localisation significativement erronée pourra faire l'objet d'une sanction.**

*** Déclaration des éléments surfaciques (S) :**

Vous devez dessiner précisément le contour de l'élément que vous souhaitez engager.

Si les limites de cet élément sont communes à celles de vos îlots (en jaune sur l'exemple ci-contre), vous ne devez pas chevaucher les dessins. Seules les limites de l'îlot sont alors à faire figurer.



Pour chacun d'entre eux, vous indiquerez **le numéro d'identification** que vous attribuez à cet élément, qui devra être sur le modèle « S999 », c'est-à-dire un S suivi du numéro attribué à l'élément engagé (ex : S1, S2...).

Deux éléments ne peuvent avoir le même numéro

Dans cet exemple, l'îlot 1 contient deux éléments surfaciques, S1 et S2. L'îlot 2 représente un unique élément surfacique entièrement engagé, identifié S3.

*** Déclaration des éléments linéaires (L):**

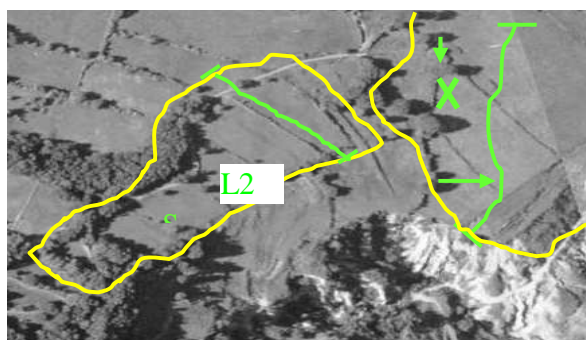
Un élément linéaire doit être dessiné par un trait **continu**, dont les deux extrémités doivent être signalées par un trait perpendiculaire.

Pour chacun d'entre eux, vous indiquerez **le numéro d'identification** que vous attribuez à cet élément, qui devra être sur le modèle « L999 » (ex : L1, L2...) pour les éléments linéaires.

Deux éléments ne peuvent avoir le même numéro.

Dans cet exemple, l'îlot 3 contient un élément linéaire L1. L'îlot 4 représente un unique élément surfacique engagé S4 et contient un élément linéaire L2.

Il n'est pas obligatoire de reporter ce dessin sur l'exemplaire du RPG que vous conservez sur votre exploitation. Néanmoins, cela vous est fortement conseillé, de façon à garder en mémoire la localisation des mesures dans lesquelles vous vous êtes engagé, pour une bonne application des fiches action.



Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------

A partir de la deuxième année de votre contrat, vos engagements seront pré-imprimés sur les photos de votre RPG. Vous devrez être attentif au résultat de la saisie en DAAF sur votre RPG de votre déclaration, et signaler rapidement toute erreur ou inexactitude. Vous devrez également mettre à jour, le cas échéant, la situation de vos engagements.

2 - Le formulaire « Liste des engagements »

Après avoir dessiné précisément les éléments engagés sur le RPG, vous devez indiquer dans le formulaire « Liste des engagements », pour chaque élément engagé :

- I. le numéro de l'îlot cultural auquel est rattaché l'élément
- II. le numéro d'identification que vous avez attribué à cet élément
- III. le code de la MAEC et ou agriculture biologique souscrite sur cet élément
- IV. la surface de l'élément^(*), s'il s'agit d'un élément surfacique (au format 999ha99), sa longueur en mètres linéaires, s'il s'agit d'un élément linéaire ou son nombre, s'il s'agit de ruches.

() : La surface engagée doit être dans le cas général égale à la superficie dessinée. Vous pouvez toutefois sur certains éléments engager une surface inférieure à la superficie dessinée, afin de tenir compte de la présence d'éléments diffus non-éligibles (rochers, buissons...) et non-mesurables. Dans ce cas, indiquez sur le formulaire la surface que vous engagez dans la mesure.*

3 - Le formulaire de demande d'aide

Ce formulaire vous permet de vous engager en MAEC ou/et Agriculture biologique.

Pour les MAEC, le formulaire propose 3 options :

- **option 1 : s'engager dans une ou plusieurs MAEC de la programmation 2015-2020;**
- option 2 : poursuivre sans aucune modification ses engagements souscrits entre 2011 et 2014 et encore en cours;
- option 3 : modifier ses engagements souscrits entre 2011 et 2014 et encore en cours.

Conformément à la clause de révision introduite dans les contrats depuis 2012. Tous les types d'opérations existants sur 2007-2013 ont été modifiés. Dans un souci de gestion administrative facilitée des contrats, il sera proposé aux bénéficiaires une rupture de contrat et un nouvel engagement sur les nouveaux dispositifs.

Pour le département de la Réunion, la clause de révision inscrite dans le PDRR impose un arrêt total des contrats de la programmation 2007-2013 (*les contrats en cours au terme de la*

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------



programmation 2007-2013 seront rompus sans pénalités). Dans la programmation 2015-2020, seule l'option 1 est retenue (engagement pour 5 ans des contrats).

Des copies de ces 3 formulaires sont à conserver sur votre exploitation durant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années qui suivront la fin de votre engagement. Dès la deuxième année de votre engagement, une version pré-remplie de ces formulaires sera disponible sous Telepac. Il vous faudra mettre à jour les informations chaque année.

Ces formulaires doivent être remis avec le dossier de déclaration de surfaces. Ils doivent être impérativement parvenus à la DAAF au plus tard à la date limite de dépôt des demandes. Toute demande reçue à la DAAF après cette date fera l'objet d'une réduction du paiement égale à 1% du montant total à percevoir au titre des MAEC et ou agriculture biologique souscrites, par jour ouvrable de retard. Si le dépôt intervient 25 jours calendaires après la date limite, la demande sera irrecevable et vous ne pourrez vous engager dans aucune MAEC et ou agriculture biologique pour l'année en cours.

Attention : c'est la date de réception de vos formulaires à la DAAF qui est déterminante pour apprécier si la date de dépôt est respectée et non votre date d'envoi. La DAAF reste à votre disposition pour de plus amples informations.

Type d'opération	10.1.8	Entretien de haie – LINEA2
------------------	--------	----------------------------